

Synthèse « Quelles sont vos idées pour agir ? »

2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer

4 221 ultramarins ont participé à la 2e consultation numérique. Parmi ceux-ci, 3 283 ont répondu à la question "Quelles sont vos idées pour agir ?".

Tonalité

Il importe de constater qu'elle est **globalement positive**, avec néanmoins deux territoires plus revendicatifs, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie ; à l'inverse, deux territoires peuvent être mentionnés comme particulièrement enclins à énoncer des propositions, La Réunion et la Guadeloupe. L'état d'esprit plutôt positif constaté à Mayotte dans un contexte pourtant très tendu (et malgré un réel sentiment d'urgence, et une évidente exaspération sur les questions liées à l'immigration et la sécurité) peut en être une bonne illustration : les Assises sont, dans tous les territoires, **le moment d'un partage de priorités, souvent aussi d'impressions**, un peu moins de propositions exactes, quasiment jamais de colère ou de haine.

Des points récurrents

A delà de l'évidente diversité des situations et donc des priorités énoncées, quatre points récurrents peuvent être isolés :

- d'abord une **profonde préoccupation pour la situation de la jeunesse**, avec un équilibre qui diffère selon les répondants (et non les territoires) entre une volonté d'encadrement assez ferme (TIG, centres fermés, décisions de justice...), et le souci d'un meilleur accompagnement (éducation civique, formation professionnelle, aide apportée aux parents...). Très fréquemment reliée à la jeunesse, la **sécurité**, si elle n'est pas une préoccupation première de tous les territoires, est évidemment très fortement ressentie comme une priorité majeure là où elle s'exprime (Mayotte, Guyane, notamment). Et, dans ces situations, la question du **contrôle et de la maîtrise de l'immigration** apparaît avec force, là aussi dans un esprit de fermeté (frontières, aides...) mais aussi d'accompagnement (dispositifs d'accueil).

- la **critique du personnel politique en place et la demande d'un profond renouvellement est un autre trait commun à tous les territoires**. La critique se focalise sur des items récurrents (incompétence, vieillissement, absence de compétence et de vision au regard des nouveaux enjeux, manque de probité et confusions des intérêts, défense des monopoles...). Souvent s'exprime clairement la volonté **de renouvellement et d'un rajeunissement** profond des cadres politiques (et quelquefois, en lien, des fonctionnaires), et plus en creux la volonté **de leur voir enfin développer une action et un projet** en adéquation avec les problématiques d'aujourd'hui (écologie, mobilités, outils économiques, numérique...), et susceptibles d'apporter de l'innovation et de la modernité.

- la revendication de **meilleures infrastructures et services publics**, et en premier lieu dans le domaine des mobilités, est la troisième grande constante. Si santé, éducation et prise en charge de la dépendance sont les autres secteurs souvent cités, **c'est d'abord le transport qui est exprimé comme la priorité**, et clairement le transport en commun plutôt que la route. Bus, navettes maritimes, téléphériques..., les demandes sont variées et, notons-le, assez souvent précises (lieu et mode). Des demandes d'infrastructures très partagées sont aussi repérées (piste longue de Mayotte), et on peut bien sûr y ajouter les revendications sur les monopoles aériens et les prix des billets. Enfin, **on peut relier cette volonté de désenclavement à l'expression présente dans tous les**

territoires de privilégier une ouverture régionale, dans un but d'attractivité pour l'essentiel (tourisme, bassin économique).

- enfin, **la préoccupation écologique est une constante remarquable**, non seulement dans le souci de **préserver** au quotidien les atouts et ressources des territoires (propreté, gestion des déchets, politiques de l'eau, préservation des richesses naturelles...) mais aussi dans une volonté de **valoriser** un potentiel parfaitement perçu, dans une logique d'attractivité économique et d'image : filières locales, tourisme vert, énergies renouvelables, valorisation des sites... Cette ambition, si elle était portée et réussie, permettrait de **faire des territoires d'outre-mer de véritables vitrines écologiques**, faisant en cela coup double : une **qualité de vie et de site** d'une grande attractivité, une excellence économique dans le domaine conçue comme un **véritable soft power**, notamment dans leur environnement régional. Une véritable **marque territoriale, touristique et économique**, en somme.

Parmi les récurrences plus secondaires, **la vie chère** est certainement la plus partagée, avec notamment l'appel à plus de concurrence (monopoles) et moins de différences avec la situation en métropole (achats par internet, grandes surfaces).

Des notions clés

Elles sont quatre à parcourir l'ensemble des questionnaires :

- **l'égalité d'abord**, égalité des territoires et des citoyens, et souvent aussi égalité avec la métropole. Cette demande **d'égalité réelle** s'accompagne d'assez peu de revendications statutaires "radicales", telle l'indépendance ou même une autonomie poussée. La question institutionnelle la plus récurrente est la demande d'une meilleure **adaptation des lois et règlements de la République** aux spécificités ultramarines.

- **la volonté d'être écouté et entendu**, exprimée sous différentes formes (lassitude, exaspération envers les élites politiques, appel à la métropole...) et via différentes revendications (modification des instances et renouvellement des cadres politiques, demande de formes plus participatives, notamment d'outils numériques de concertation...), font de **la participation** des citoyens aux décisions la deuxième notion récurrente.

- **la notion de potentiels inutilisés** ensuite, c'est à dire la conscience très clairement et précisément exprimée que les territoires disposent **d'atouts** de différentes natures (sites et ressources naturelles, jeunesse, position stratégique, environnement économique régional, diversité...) à mieux valoriser et mieux **partager** entre les ultra-marins d'abord, avec la métropole ensuite et enfin avec l'environnement régional.

- enfin, plus en creux, on peut déceler une **demande de vision de l'avenir** des territoires, c'est à dire de disposer d'un projet **stable et clair** à partager, une perspective **ambitieuse, valorisante et enthousiasmante** du devenir en commun, au sein de chaque lieu, avec la métropole et dans le cadre régional.

Des sujets locaux bien sûr

Octroi de mer dans beaucoup d'endroits, orpillage en Guyane, CPS et essais nucléaires en Polynésie-Française, chlordécone, en Martinique, requin à la Réunion..., certains dossiers très spécifiques apparaissent fortement dans les questionnaires, et sont souvent évoqués, localement, en sus des sujets transversaux évoqués dans cette note.